

# Le personnel de santé brésilien sacrifié

**Si la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a fait des personnels de santé brésiliens des héros, leurs conditions de travail et leur rémunération n'ont pas changé, bien au contraire. Une conjoncture qui, selon les autrices de cet article, entre en résonance avec une chanson de Chico Buarque datée de 1978, *Geni e o Zeppelin*.**

Juliana TEIXEIRA ESTEVES et Carina BARBOSA GOUVÊA, professeures à l'université fédérale de Pernambouc (Brésil)\*

[...] Cette dame était Geni  
Mais enfin pourquoi Geni ?  
Elle est bonne pour les crachats  
Elle ne mérite que ça  
Elle fornique avec n'importe qui  
Maudite Génie  
[...] Va avec lui, va Geni,  
Va avec lui, va Geni  
A toi seule tu nous sauveras,  
Toi seule nous racheteras  
Tu t'offres à n'importe qui  
Géni bénie<sup>(1)</sup>  
**Chico Buarque**

**E**n pleine pandémie mondiale, les théories politiques classiques, telles celles qui portent sur la fonction de chef d'Etat, la souveraineté de l'Etat, son inaction et son action, ainsi que la restructuration des relations sociales et économiques dans le monde, ont été remises en question.

En ce moment de transition, entre l'ancien monde et le nouveau, une composante de la société auparavant occultée est devenue d'une importance cruciale pour la survie de la communauté mondiale : les travailleurs de santé. Nous aurons tous ou presque besoin d'eux à un moment donné de notre vie, soit pour nous-mêmes, soit pour accompagner un proche en cas d'accident, de maladie, lors d'une opération chirurgicale ou même de simples examens quotidiens ; tous ces travailleurs qui consacrent leur attention au traitement, à la prescription des médicaments, au soutien psychologique.

Malgré le caractère fondamental de leur rôle, notamment dans le contexte actuel, on peut se demander si leurs revendications en matière de travail et de conditions de travail auprès des organes de régulation et des autorités législatives sont perçues comme légitimes. La pandémie au Brésil pose la question de façon criante.

Pour rythmer le texte qui suit, nous avons choisi cette chanson, *Geni e o Zeppelin*, de Chico Buarque de Holanda (compositeur et romancier brésilien), car elle représente à nos yeux un symbole de ces professionnels qui se sacrifient sans en recevoir les

bénéfices. Tirée de son œuvre théâtrale *Opéra de Malandro* (1978), cette chanson évoque une prostituée méprisée de tous qui sauve la ville en s'offrant, malgré son dégoût, au commandant d'un zeppelin ennemi. Mais une fois la ville sauvée, le mépris et les insultes à son égard reprendront de plus belle... Un écho surprenant à la situation actuelle au Brésil, à laquelle font face les acteurs de santé.

## Des difficultés antérieures à la crise

Les temps qui ont précédé la crise actuelle de la Covid-19 – qui a brisé le cours de l'état normal des choses et se matérialise aujourd'hui par des mises en quarantaine, un confinement et un état d'urgence sanitaire – peuvent être qualifiés de « temps de normalité institutionnelle et politique », bien qu'ils se situent au plus fort de la crise du système démocratique libéral.

Il est nécessaire d'étudier cette période pour savoir d'où l'on part. Revenons pour cela progressivement en arrière. Le 30 janvier 2020, les techniciens infirmiers<sup>(2)</sup>, qui travaillaient dans les plus grands hôpitaux publics de l'Etat de Pernambouc<sup>(3)</sup>, ont fait grève pour obtenir de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Parmi les demandes figuraient l'égalité salariale (la catégorie a trois grilles de salaires), un salaire de base de 126,92 € par mois (pour rattraper le salaire minimum), un poste de nuit supplémentaire par service et une assurance maladie supplémentaire.

\* Les autrices effectuent toutes deux leur post-doctorat à l'Institut (français) de recherches économiques et sociales (Ires).

(1) Nous utilisons la traduction de Simon Berjeaut (Maison Antoine Vitez 2015).

(2) Cette catégorie de personnel a des fonctions qui correspondent en partie à celles des aides-soignants, en France. Il existe par ailleurs une catégorie d'infirmiers auxiliaires, que l'on peut aussi qualifier d'aides-soignants.

(3) Le Pernambouc est situé dans le nord-est du Brésil.

(4) Institution localisée à Rio de Janeiro, liée au gouvernement fédéral brésilien et promouvant la recherche dans le domaine de la santé publique.

(5) Au Brésil, les médecins, les infirmières et infirmiers doivent être titulaires d'un diplôme universitaire. Le personnel infirmier auxiliaire et les techniciens de santé ont suivi quant à eux un cursus de niveau intermédiaire.

(6) 47 % de sa population est en dessous du seuil de pauvreté.

(7) Taux de change au 27 juillet 2020.



*Les conditions de travail du personnel de santé brésilien sont précaires : absence de médicaments, manque de matériel chirurgical, pénurie des dispositifs médicaux de base pour les soins quotidiens, se combinant avec une surcharge de travail.*

Après douze jours de grève, ils ont organisé une grande manifestation de douze heures consécutives qui a été sévèrement réprimée au gaz poivré par la police militaire de l'Etat. L'action de la police a abouti à l'arrestation du président du syndicat des travailleurs. Le mouvement a été jugé illégal par le tribunal de Pernambouc, arguant de l'impossibilité de faire grève dans le service public.

Cette revendication de l'amélioration des conditions de travail n'est pas apparue avec ce mouvement en 2020. Déjà, en novembre 2019, une réclamation avait été déposée concernant le manque de climatisation dans un autre hôpital universitaire public, celui d'Oswaldo-Cruz, dans la région métropolitaine de la capitale du Pernambouc.

Depuis des décennies, les professionnels de la santé publique, qu'il s'agisse d'infirmiers auxiliaires ou de techniciens, souffrent de bas salaires, qui équivalent en moyenne au salaire minimum national. Dans le cas des médecins, il s'agit d'un peu moins d'un salaire minimum par période de garde de douze heures.

En outre, les conditions de travail précaires, telles que l'absence de médicaments à administrer, le manque de matériel pour effectuer des opérations chirurgicales, la pénurie de dispositifs médicaux de base pour les soins quotidiens ou la réalisation de petits pansements, et même la surcharge de travail, sont régulièrement mises en évidence.

*Elle est la reine des exclus,  
des folles, des détenus  
Des gamins du pensionnat  
Elle s'offre aussi d'ordinaire  
Aux vieillards, aux grabataires  
Aux veuves dont l'espoir se meurt  
Sa bonté est exemplaire  
C'est pourquoi la ville entière,  
obstinée, répète, en chœur  
Jetez la pierre à Geni*

Les métiers du soin en général, du « care », représentés par les professionnels de santé, de l'éducation, ou de l'assistance sociale, font également partie de ceux dont les salaires sont les plus bas et qui sont les moins bien considérés ou traités par la société et les médias brésiliens.

### **Le tableau, préoccupant, du « care » en 2015**

L'enquête menée en 2015 par l'Institut Oswaldo-Cruz (Fiocruz)<sup>(4)</sup> et le Conseil fédéral des soins infirmiers (Cofen) a révélé que le Brésil comptait 3,5 millions de travailleurs dans le domaine de la santé, dont la moitié dans celui des soins infir-

miers – en comptant le personnel en formation<sup>(5)</sup>. Les équipes d'infirmiers et d'infirmières se répartissent entre le secteur public (59,3 %), le secteur privé (31,8 %), les organisations caritatives (14,6 %) et l'enseignement (8,2 %). Plus de la moitié des infirmiers (53,9 %), des techniciens et des infirmiers auxiliaires (56,1 %) sont concentrés dans la région du Sud-Est. Proportionnellement à sa population, qui représente 28,4 % des Brésiliens, selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), la région du Nord-Est, la plus pauvre du pays<sup>(6)</sup>, a la plus faible concentration de professionnels, avec 17,2 % des équipes d'infirmiers. La répartition par genre est également disproportionnée, le secteur étant composé à 84,6 % de femmes.

Si l'on considère le revenu mensuel lié à toutes les activités que l'équipe soignante exerce, on constate que 1,8 % des professionnels (environ 27 000 personnes) perçoivent en 2015 un salaire inférieur au salaire minimum, et 16,8 % d'entre eux en déclarent un allant jusqu'à 165,90 €<sup>(7)</sup>, le salaire minimum étant à ce moment-là

**« Les métiers du soin en général, du « care », représentés par les professionnels de santé, de l'éducation, ou de l'assistance sociale, font partie de ceux dont les salaires sont les plus bas et qui sont les moins bien considérés par la société et les médias brésiliens. »**

*Le 17 avril 2020, le nombre de plaintes auprès du Conseil fédéral des soins infirmiers s'élevait déjà à 4 806. Parmi elles l'absence ou l'insuffisance des équipements de protection individuelle (EPI).*

de 130,72 €. Parmi les professionnels de santé, la majorité (63 %) n'ont qu'une seule activité ou un seul travail. Parmi les quatre principaux secteurs d'emploi du personnel infirmier, les secteurs privé (21,4 %) et caritatif (21,5 %) sont ceux, au moment de l'enquête, où l'on trouve les salaires les plus bas, et, dans les deux cas, la rémunération de plus de la moitié du personnel n'est que de 331,81 €.

Le salaire plancher moyen, pour la fonction d'infirmière dans le secteur privé brésilien, est de 520,88 € en 2020, pour une durée de travail de trente-huit heures par semaine. Cette somme peut, avec l'ancienneté, atteindre 554,62 €, pour une semaine de travail de trente-six heures. Pour la fonction de médecine générale dans le secteur privé, le salaire plancher moyen est de 1 138,42 €; les travailleurs ont une moyenne d'âge de 31 ans, avec 52,5 % de femmes.

### La guerre aux autorités locales dans le contexte de pandémie

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié la situation de pandémie et, neuf jours plus tard, le Brésil a déclaré un « état de calamité publique » en raison de la transmission et de l'augmentation des cas dans le monde.

Le Président brésilien ne suit pas les directives contenues dans les rapports publiés par l'OMS, et il persiste dans son refus d'appliquer les directives sanitaires de la communauté internationale. Or les gouvernements locaux, dans la Constitution brésilienne, ont l'autonomie et la compétence pour définir leurs propres politiques sanitaires et économiques. Ainsi, la plupart des Etats brésiliens ont déclaré l'état de calamité publique et suspendu de nombreuses activités liées au commerce, au divertissement, à l'industrie, à l'enseignement dans les écoles publiques, privées, et les universités. Seuls les services considérés comme essentiels ont été maintenus. Malheureusement, les activités ont progressivement repris dès le 15 juin, à l'exception des établissements d'enseignement tels que les écoles et les universités.

Mais c'était sans compter la publication, le 22 mars 2020, par la présidence de la République, de la loi provisoire 926/2020, dans laquelle elle restreint, sur certains aspects, l'autonomie des Etats régionaux. La Cour suprême fédérale (STF) a cependant confirmé la compétence constitutionnelle des gouvernements locaux, dans leur politique de lutte contre la pandémie de Covid-19: les gouverneurs et les maires sont ainsi libres d'établir des mesures comme le confinement ou la fermeture des commerces.

La mesure provisoire a également touché directement les professionnels de santé, en « permettant » l'augmentation de leur durée de travail et la diminution des pauses censées être obligatoires.

Malgré les déclarations du président de la République demandant de se limiter à instituer un isolement des personnes infectées par le coronavirus, le ministère de la Santé lui-même suit l'OMS et continue de recommander le confinement. Le 16 avril 2020, il a été limogé pour ses positions... et l'on ne sait pas encore quelle sera la politique de son remplaçant (au moment où nous écrivons ces lignes<sup>(8)</sup>, c'est un militaire qui est provisoirement en charge de ce ministère).

(8) Début août 2020.



© TUMISU, PIXABAY LICENCE

*[...] Un beau jour, comme un mirage  
Brillant à travers les nuages,  
A surgi un énorme zeppelin  
Il survola les maisons  
Braquant ses deux mille canons comme  
Toute la ville apeurée  
Attendait paralysée  
D'être réduite en bouillie*

L'instauration de l'état de calamité publique par la loi de 2020 autorise l'Etat à se passer des appels d'offres publics, à adapter en sa faveur la procédure législative d'approbation des textes et à limiter la capacité d'action des pouvoirs publics municipaux ou des Etats. Le poulailler est ouvert aux renards, pourrait-on dire... Le gouvernement fédéral sera chargé de déterminer les mesures de soutien qui seront prises et les montants qui seront dépensés pour ces actions, ce qui affectera directement la situation sociale et économique des Etats et de la population.

### « Poulailler ouvert aux renards »

En seulement vingt-cinq jours, plusieurs dispositions légales ont ainsi été instituées, dont deux ensembles de mesures provisoires, qu'il faut souligner: la modification de la législation du travail pour les entreprises privées, permettant la réduction des salaires avec une réduc-





*Toute la ville en procession  
Vint lui baiser la main  
Le maire se mit à genoux  
L'évêque lui fit les yeux doux  
Le banquier lui offrit son bien  
Va le retrouver, va Geni*

Dans ce nouveau monde, la dissonance est patente : la visibilité donnée à ces professions par le monde politique et la société ne se traduit pas par des actions de revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Entre le 13 et le 24 mars 2020, le Cofen a reçu 1 374 plaintes, portant notamment sur le manque d'équipements de protection individuelle tels que masques, gants, vêtements, simple savon pour se laver les mains, gel hydro-alcoolique, serviettes en papier. Le 17 avril, le nombre de plaintes s'élevait déjà à 4 806, avec parmi elles l'absence ou l'insuffisance des équipements de protection individuelle (EPI). Selon le Cofen, au 17 juin 2020, 139 médecins et 190 infirmières et infirmiers sont morts à cause de la Covid-19.

### **Des dépenses publiques qui s'effondrent**

Les inspections effectuées par les Conseils infirmiers de province dans 3 213 établissements ont en outre confirmé l'existence de problèmes dans 90 % des unités, et ont recommandé que le Cofen engage des procédures publiques au civil contre le gouvernement central et les hôpitaux privés afin de permettre le retrait des professionnels infirmiers appartenant à des groupes à risque, et qui ont des fonctions qui nécessitent un contact direct avec des cas confirmés ou suspectés de Covid-19, et ce jusqu'à ce que leur sécurité physique et professionnelle soit garantie. On l'a vu, le problème des mauvaises conditions de travail dans le secteur de

la santé n'est pas récent, et souffre de la réduction drastique des crédits budgétaires au niveau fédéral et au niveau des Etats. Les informations fournies par le site Web du contrôleur général du gouvernement central montrent la diminution des investissements dans la surveillance épidémiologique. Le montant alloué au niveau national a ainsi été réduit de 1 039 627 862,66 € en 2019 à 238 971 498,39 € en 2020. Le budget des soins hospitaliers et ambulatoires est passé lui de 9 459 343 179,30 € en 2019 à 2 728 644 339,52 € en 2020.

Une modification constitutionnelle de 2016 a gelé quant à elle les dépenses primaires de santé et d'éducation sur une durée de vingt ans, et a été responsable d'une baisse de 1 493 131 396,48 € des dépenses générales de santé entre 2018 et 2019, et de 66 361 395,40 € des dépenses en vaccins en 2020. Le nombre de lits dans les hôpitaux du système de santé unique (SUS), qui promeut l'accès universel au système de santé, a été réduit de 19 à 14 unités pour 10 000 habitants, entre 2005 et 2020.

*Devant toutes ces prières  
Si nombreuses, si sincères  
Elle domine son dégoût*

L'œuvre dans laquelle s'insère la chanson de Chico Buarque critique sévèrement la répression vécue pendant la dictature militaire au Brésil, la censure et la polarisation de la société, qui est maintenant divisée entre les « bons », qui méritent tout, et les autres, invisibles. Pourquoi donc cette musique écrite en 1978 reste-t-elle si actuelle dans ce contexte de pandémie, et peut facilement renvoyer à la situation des professionnels de santé publique ? Geni ne mérite pas les crachats... Elle peut nous sauver. ●

**« N'en déplaise à la présidence, la Cour suprême fédérale (STF) a confirmé la compétence constitutionnelle des gouvernements locaux brésiliens dans leur politique de lutte contre la pandémie de Covid-19: gouverneurs et maires sont ainsi libres d'établir des mesures comme le confinement ou la fermeture des commerces. »**

tion du temps de travail ; et l'approbation d'une norme qui autorise la Banque centrale du Brésil à acheter de très mauvais titres aux institutions financières privées (environ 1 000 milliards de reais, soit 163 988 192,80 €). En matière de santé, on trouve : l'interdiction des congés pour les travailleurs de santé et le retour de ceux qui en bénéficiaient déjà ; l'autorisation d'augmenter le nombre d'heures travaillées par les professionnels de la santé, et ce sans limite, en supprimant les pauses ; l'autorisation de recourir à d'autres professionnels de santé « en tant que de besoin », à la discrétion du ministère de la Santé – il faut savoir que ce même gouvernement fédéral a refusé l'offre d'aide du contingent médical cubain Henry Reeve, alors que celui-ci a été récompensé par l'OMS pour son travail en situation de guerre dans le domaine de la solidarité internationale. Les professionnels de santé courent donc un danger imminent. Il est tout aussi grave qu'ils ne bénéficient pas d'une aide financière pour avoir un logement différent de celui de leurs proches exposés au virus. La contamination par le coronavirus n'est pas automatiquement considérée comme une maladie professionnelle et, en cas de décès, il n'y a pas d'indemnité compensatoire, ni de pension spéciale pour les enfants.